

Lorsque le ministre en Nouvelle-Écosse a ridiculisé le chef de notre parti parce qu'il a convaincu les résidents de la province de s'engager dans la construction d'une usine d'eau lourde, le ministre se moquait des gens de la Nouvelle-Écosse. Il a l'impression que nous sommes tous rustaude ou paysans parce que nous nous sommes engagés dans quelque chose de nouveau et non réalisable techniquement. Parce que nous avons eu des ennuis, le ministre se moque du chef de l'opposition. Il dit que nous avons agi d'une façon stupide. Le même ministre qui a tourné en ridicule le chef de l'opposition a mis en œuvre un programme en vertu duquel la population canadienne a investi 90 millions de dollars dans une centrale génératrice d'électricité qui coûte aux contribuables du pays deux fois plus qu'elle ne vaut. Si le ministre peut justifier une initiative de ce genre, c'est parfait.

Le ministre a voulu ridiculiser le chef de l'opposition en disant qu'il faudrait apposer à l'usine d'eau lourde une plaque qui dirait «Bob Stanfield a couché ici». Mais moi je dis qu'il faudrait plutôt apposer à la centrale de Douglas Point une plaque où on pourrait lire «Joe Greene a couché ici et chaque jour cela coûte 50 c. pour chaque dollar de combustible produit ici».

**L'hon. M. Greene:** J'en suis navré.

**M. Coates:** La question n'est pas de savoir si, en essayant de produire de l'énergie, nous allons nous heurter à des problèmes d'ordre technologique. Le fait est que la marée de la baie de Fundy peut servir à produire de l'énergie. Selon les experts, il est maintenant possible de la produire à un prix rentable et en quantité industrielle. Nulle part ailleurs au Canada peut-on produire une énergie qui soit comparable à celle de la baie de Fundy. Nous avons dépensé 2.25 millions de dollars pour déterminer s'il serait possible de domestiquer la marée au moyen de barrage. D'après les ingénieurs et les économistes, la chose est réalisable. Le président du Conseil du Trésor admet qu'il est possible de produire cette énergie, mais il estime que cela coûterait trop. Les spécialistes fort avertis de ces problèmes sont légion.

**L'hon. M. Greene:** Qui ça?

**M. Coates:** Qui a dit «Qui ça?»

**Une voix:** Le ministre.

**M. Coates:** Je peux envoyer au ministre un article de l'*Evening Times* qui cite des experts. Il est bien triste que le ministre ne sache pas qui ils sont. Ce ne devrait pas être à moi de le renseigner là-dessus.

**Des voix:** Bravo!

**M. Coates:** Si le ministre se préoccupait réellement des provinces atlantiques, il songerait à entreprendre ce projet d'une importance qui dépasse tout ce qu'on a jamais imaginé au Canada. Au lieu de me demander de qui il s'agit, le ministre connaîtrait le nom de tous les experts. Son interjection montre combien il s'intéresse aux provinces de l'Atlantique.

Il est évident qu'il se dit: «Mes mandarins me disent qu'on ne peut pas faire cela».

**L'hon. M. Greene:** Les vôtres aussi?

**M. Coates:** Non, pas les miens.

**L'hon. M. Greene:** Ceux de la Nouvelle-Écosse.

**M. Coates:** Si les mandarins de Nouvelle-Écosse disent cela au ministre, pourquoi ces mêmes mandarins, le premier ministre de la province y compris, sont-ils en relation avec les Rothschilds, les services publics des États de la Nouvelle-Angleterre et d'autres? Ils le font parce qu'ils savent qu'ils représentent des marchés. Ils sont en pourparlers avec les Rothschilds parce qu'ils savent qu'on peut se procurer de l'argent chez eux. Le gouvernement fédéral y a vraiment intérêt. Si l'on peut produire cette énergie, il faudrait que ce soit nous qui le fassions. Si nous la produisons, nous pourrions la vendre. Plus la production sera retardée plus il s'écoulera de temps avant que nous puissions la vendre, car il faudra au moins dix ans pour construire les barrages qui domestiqueront les marées.

• (3.20 p.m.)

Le président du Conseil du Trésor rit sous cape. Je le comprends car il s'agit des provinces de l'Atlantique. Lui qui est de Montréal se fiche pas mal de ce qui se passe dans les provinces de l'Atlantique.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Coates:** Si le président du Conseil du Trésor tient vraiment à protéger les deniers des contribuables, je lui rappellerai qu'on a investi deux millions et quart de dollars dans le rapport du Bureau des études. S'il tient vraiment à protéger cet investissement, il fera mettre le rapport à jour pour qu'on puisse s'en servir et entamer les travaux en possession des données économiques. Le rapport ne vaut plus rien parce qu'il est périmé. C'est au ministre d'y faire porter remède.

**M. Harding:** Monsieur le président, j'ai suivi avec intérêt le débat sur la partie II du bill sur la réorganisation, partie qui porte sur le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Je me suis particulièrement intéressé aux vues du dernier orateur sur le harnachement des marées de la baie de Fundy.

Nous avons entendu plus tôt un discours du chef de mon parti qui posait une série de questions intéressantes sur la politique du gouvernement. Je suis sûr que nous avons tous hâte d'entendre le ministre nous dire ce que sont exactement les projets du gouvernement. S'il fut jamais un programme confus, c'est bien dans le secteur de la politique énergétique. Le ministre a fait de nombreux voyages aux États-Unis de même que dans diverses régions du Canada, et chaque fois, il a abordé différemment la manière d'utiliser les ressources énergétiques du Canada.

**Une voix:** Il est flexible.

**M. Harding:** Pour sûr qu'il l'est. On pourrait trouver un autre qualificatif. Il est grand temps que les Canadiens sachent où va le gouvernement quant à la gestion générale de nos ressources en énergie. Dans le peu de temps à